

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République - CS 70527
28019 CHARTRES cedex

Chartres, le 25/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MENUT J

9 Rue René Cassin
Zone Industrielle
28000 CHARTRES

Références : 00100000351/RAPVI/CC/IC220254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2022 dans l'établissement MENUT J implanté 9 Rue René Cassin Zone Industrielle - 28000 CHARTRES. L'inspection a été annoncée le 08/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MENUT J
- 9 Rue René Cassin Zone Industrielle 28000 CHARTRES
- Code AIOT dans GUN : 0010000351
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Par arrêté préfectoral du 30 novembre 1982 modifié, l'établissement MENUT J a été autorisé à exploiter un centre de véhicule hors d'usage situé à Chartres. Lors de l'inspection, il a été constaté que le site a été mis à l'arrêt définitif et l'activité transférée sur Gellainville. Les suites de la précédente inspection relative à la gestion des bordereaux de suivi de déchets dangereux, à l'analyse des rejets d'eau du site, ainsi qu'au résultat de l'analyse des résidus de broyage sont sans objet puisque le site a cessé son activité et n'ont donc pas été reprises dans le présent rapport. En particulier, aucune analyse des eaux pluviales du site n'a été réalisée et aucun bordereau de suivi de déchets dangereux n'a été émis.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la situation administrative de l'établissement,
- la collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les moyens de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 14/04/2022, article 512-39-1	R1-VI du 19/06/2019	Susceptible de suite

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Usage futur du site	Code de l'environnement du 14/04/2022, article R 512-39-2-II	RI-VI du 19/06/2019	Susceptible de suite
Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Susceptible de suite
Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Susceptible de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Usage futur du site	Code de l'environnement du 14/04/2022, article R 512-39-3-I	RI-VI du 19/06/2019	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation d'activité de l'établissement MENUT J n'a pas été notifiée au préfet en application de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement et la mise en sécurité du site prévue par ce même article n'est pas complètement assurée (présence d'une cuve non dégazée présentant un risque d'incendie et/ou d'explosion). Compte tenu de l'activité historique du site, un diagnostic de la pollution des sols est notamment nécessaire pour évaluer les effets de l'installation sur son environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : R1-VI du 19/06/2019_Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/04/2022, article 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Arrêt de l'activité sur le site sans notification de la mise à l'arrêt et présence d'une cuve de 20 000 litres non dégazée pouvant entraîner un risque d'incendie et/ou d'explosion.
Observations : Constat du 19/06/2019 : l'inspection des installations classées rappelle que conformément à l'article R 512-39-1 du code de l'environnement l'exploitant notifie au préfet la date de l'arrêt de l'activité trois mois avant celui-ci (R1). Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que suite au développement de leur activité, les installations ont été transférées en 2020 vers le nouveau site situé au 36 rue Hélène Boucher à Gellainville. Le dossier de cessation d'activité est en cours d'élaboration. L'inspection des installations classées a constaté que le site localisé au 9 rue René Cassin à Chartres, objet du présent rapport, a été effectivement mis à l'arrêt. Un panneau mentionnant le transfert d'activité est d'ailleurs apposé à l'entrée du site (photo n°1). La visite d'inspection a permis de relever que : -le site est entièrement clôturé et l'entrée est protégée par un portail fermant à clef, -le bâtiment est désaffecté, -tous les déchets ont été évacués du site, -le site est équipé de 2 RIA, -la dalle extérieure qui servait d'entreposage est abîmée, -l'électricité a été coupée. L'exploitant mentionne que le poste transformateur a été vendu en décembre 2021. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a noté que le site est équipé d'une cuve de stockage de 20 000 litres compartimentée (12 000 litres de gazole et 8 000 litres de fioul). Celle-ci est en état de fonctionnement (vanne ouverte). L'exploitant précise que cette cuve enterrée n'est pas dégazée au motif qu'elle sera cédée au repreneur du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RI-VI du 19/06/2019_Usage futur du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/04/2022, article R 512-39-2-II
Thème(s) : Situation administrative, Usage futur du site
Prescription contrôlée : Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site [...].
Constats : Prescription non respectée. L'exploitant n'a pas réalisé la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et n'a pas transmis au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale ainsi qu'au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les documents demandés au premier alinéa de l'article R. 512-39-2-II.
Observations : Constat du 19/06/2019 : l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel [...] qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R 512-39-2 et R 512-39-3 (R1). L'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'il n'est pas propriétaire du terrain. L'exploitant fournira lors de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 soit un titre de propriété s'il est le propriétaire des terrains, soit un bail de location, soit un acte de vente ou tout autre document officiel permettant d'identifier le propriétaire du terrain concerné par la cessation d'activité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aides d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et de déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection.
Constats : Séparateur d'hydrocarbures non entretenu.
Observations : Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que le site dispose d'un dispositif de traitement (débourbeur/déshuileur) des polluants avant rejet vers un fossé. L'exploitant n'a pas déclaré sa cessation d'activité : il lui appartient de faire réaliser l'entretien annuel du dispositif de traitement. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'il n'a pas réalisé la vidange et le curage de ses équipements depuis 2020.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : R1-VI du 19/06/2019_Usage futur du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/04/2022, article R 512-39-3-I
Thème(s) : Situation administrative, Usage futur du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Constat du 19/06/2019 : l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel [...] qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions de l'article R 512-39-3 (R1).</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a précisé que deux études de sol ont été réalisées mais sans en communiquer les conclusions. La première étude a été effectuée en 2019 sur une partie du site et a été complétée par une seconde après le transfert d'activité. La dalle extérieure présente des traces de forage pouvant correspondre à des sondages de sol.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de remettre au préfet ce diagnostic de l'état des sols ainsi que le mémoire, établi en fonction du diagnostic de l'état des sols, précisant les mesures prises ou prévues pour protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 lorsque l'usage prévu pour le site de l'installation sera déterminé en accord avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale et le propriétaire du terrain d'assiette de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : Les extincteurs ne sont pas entretenus.
Observations : La cessation d'activité du site n'ayant pas été déclarée, l'exploitant doit disposer de moyens d'intervention en cas d'incendie sur le site. Il a été constaté la présence d'une cuve de stockage de 20 000 litres compartimentée (12 000 litres de gazole et 8 000 litres de fioul). Celle-ci est en état de fonctionnement (vanne ouverte). L'exploitant précise que cette cuve enterrée n'est pas dégazée au motif qu'elle sera cédée au repreneur du site. Un extincteur de 9 kg à poudre ABC est présent à proximité immédiate de la cuve mais n'est pas entretenu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet